

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/154

5 avril 2001

(01-1721)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

SEPTIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 26-28 MARS 2001

Déclaration du Swaziland

1. La délégation du Swaziland souhaite vous remercier, Monsieur le Président, pour la compétence avec laquelle vous avez orienté nos délibérations pendant la première phase du processus de négociation. Elle vous assure de son soutien absolu.
2. La délégation du Swaziland estime elle aussi que la première phase des négociations de l'OMC sur l'agriculture a été un véritable succès, comme en témoignent le grand nombre de propositions de négociation présentées ainsi que le grand nombre de pays Membres qui ont pris part au débat sur les propositions. Le Swaziland pense qu'il est particulièrement important que les points de vue des petits pays en développement aient réellement été entendus et débattus.
3. À ce stade, nous souhaitons mettre l'accent sur des questions que nous considérons comme essentielles, qui ont été soulevées au cours de la première phase et qui feront l'objet d'une analyse et d'une discussion approfondies pendant la deuxième phase. En raison du manque de temps, nous ne mettrons l'accent que sur certaines de ces questions, choisies compte tenu des circonstances qui entourent nos efforts en vue d'être pleinement intégrés au système commercial mondial.
4. L'une des questions à mettre en évidence est le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement. Il s'agit là d'une question touchant à plusieurs domaines et qui, non seulement, est expressément reconnue à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, mais qui a également été analysée de manière approfondie dans bon nombre des propositions déjà présentées. À cet égard, il est encourageant de constater que le traitement spécial et différencié a été expressément inscrit en tant que point essentiel au programme de travail pour la deuxième phase.
5. Une deuxième question à mettre en évidence est la situation difficile que connaissent les petits pays en développement, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays en développement insulaires. Du débat qui a eu lieu à ce jour s'est dégagée l'impression qu'il est impératif, pour cette catégorie de pays, d'être dûment prise en compte dans le processus de réforme en cours. La question aujourd'hui n'est plus de savoir s'il y a lieu ou non de prendre dûment en compte ces pays, mais comment le faire. Il faut espérer que le travail qui sera accompli pendant la deuxième phase permettra de trouver une réponse efficace et équitable à cette question. La réponse devrait être efficace en ce sens qu'elle devrait permettre à ces pays de bien s'intégrer au système commercial mondial. Il est clair que cela ne sera pas possible si les avantages actuels découlant des arrangements préférentiels disparaissent. La réponse devrait être équitable en ce sens qu'elle devrait aider réellement ces pays démunis à gravir les échelons du développement humain.

6. Une troisième question est celle de la nécessité de considérer les arrangements commerciaux préférentiels d'une manière imaginative, inventive et flexible. Il est admis qu'à un certain moment ces arrangements seront démantelés. Mais il s'agit de savoir quand et comment, et de déterminer ce qu'il adviendra avant que les arrangements ne soient démantelés. Répondre à ces questions demande imagination, inventivité et flexibilité. Ces trois qualités sont d'autant plus nécessaires qu'il existe souvent des liens étroits entre, d'une part, les avantages préférentiels dont bénéficient les petits pays en développement, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays en développement insulaires, et, d'autre part, les diverses formes de soutien existant dans les pays développés qui accordent ces préférences.

7. Une quatrième question à mettre en évidence est l'intérêt porté dans les diverses propositions aux considérations autres que d'ordre commercial. Ce qui est apparu, c'est le fait que les différents pays mettent un accent différent sur les différents types de considérations autres que d'ordre commercial. Il s'agit, pendant la deuxième phase, d'examiner plus avant la question des considérations autres que d'ordre commercial pour parvenir à une solution de compromis qui soit à la fois efficace et équitable.

8. Enfin, la délégation du Swaziland souhaiterait dire que le travail accompli au cours de la première phase a donné une impulsion remarquable. Cela est particulièrement intéressant à noter si l'on considère l'incertitude qui régnait après l'échec de Seattle. Nous sommes conscients de l'importance de la prochaine Conférence ministérielle qui aura lieu au Qatar en novembre 2001. Il ne faut pas préjuger de l'issue de cette réunion, mais nous trouverions fort regrettable que l'élan gagné à ce jour soit perdu à la suite de la conférence.

9. Pour évoquer brièvement les travaux de la deuxième phase, la seule chose que nous aimerions ajouter est qu'il faut tenir pleinement compte de la base de négociation limitée des délégations de la plupart des petits pays en développement, des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays en développement insulaires. Nous sommes sensibles à la flexibilité dont ont fait preuve un certain nombre de délégations aux ressources plus importantes. Nous leur demandons seulement d'aider chacun d'entre nous à donner de l'importance à la dimension développement de ces négociations.
